

ROYAUME DE BELGIQUE

-----

AVIS 51.475/4  
DU 11 JUIN 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION  
DU CONSEIL D'ÉTAT

-----

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint à la Ministre de l'Intérieur, le 5 juin 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal « modifiant l'arrêté royal du 3 juin 2005 modifiant l'arrêté royal du 24 mars 2000 portant exécution de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité », a donné l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation, telle qu'elle a été reformulée par lettre du 7 juin 2012 et telle qu'elle figure dans la version du projet d'arrêté examiné, est la suivante :

« L'urgence (...) est motivée par le fait qu'il est d'une nécessité impérieuse de préserver l'intérêt essentiel de l'État que représente la protection de l'aviation civile contre les actes illicites qui peuvent porter atteinte à la sûreté de celle-ci ; qu'en effet, la vérification de sécurité préalable à la délivrance d'un badge d'identification d'aéroport est imposée par le droit européen comme une mesure de sûreté visant à protéger l'aviation civile contre les actes illicites mettant en péril celle-ci ; qu'aucun badge d'identification d'aéroport ne peut être délivré en l'absence d'une vérification de sécurité. Constatant par ailleurs l'incapacité de l'Autorité nationale de Sécurité de réaliser les vérifications de sécurité préalables à la délivrance des badges d'identification d'aéroport à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2012 ; [constatant] également le danger d'asphyxie économique des aéroports concernés par les badges d'identification d'aéroport qui ne pourraient plus délivrer ces badges en cas de défaillance des services publics de l'État, les instances désignées par le directeur général de la Direction générale Transport aérien du Service Public Fédéral Mobilité et Transports conformément à l'arrêté royal du 3 juin 2005 modifiant l'arrêté royal du 24 mars 2000 portant exécution de la loi du 11 décembre 1998, ont continué à rendre des avis de sécurité pour les demandes de badges d'identification d'aéroport après le 31 décembre 2011. Il convient de garantir la validité des décisions rendues par les instances désignées par le directeur général de la Direction générale Transport aérien entre le 1<sup>er</sup> janvier 2012 et le 31 mars 2012, décisions qui ont permis la continuité du service public dans le cadre de la délivrance des badges d'identification d'aéroport en assurant le plus haut degré de protection possible des biens et des personnes qui utilisent les transports aériens. La validité de ces décisions doit être assurée d'autant plus vite que certaines d'entre elles font l'objet d'un recours ».

\*

\*   \*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

### FORMALITÉS PRÉALABLES

1. À l'instar du projet d'arrêté royal « créant une Commission nationale de sûreté aéroportuaire chargée d'effectuer la vérification de sécurité visée à l'article 22sexies de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité », qui a fait l'objet de l'avis 51.161/4 donné le 23 avril 2012, le projet examiné doit être soumis à la procédure d'association des Gouvernements de région, conformément à l'article 6, § 4, 3° et 4° de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles'.

2. Il ressort de l'article 19/1, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 5 mai 1997 'relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable', qu'en principe tout avant projet de loi, tout projet d'arrêté royal et tout projet de décision soumis à l'approbation du Conseil des ministres doivent donner lieu à un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence ; les seuls cas dans lesquels un tel examen préalable ne doit pas avoir lieu sont ceux qui sont appelés à être fixés par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres qui à ce jour, en l'état des textes publiés au *Moniteur belge*, n'a pas été pris.

Il y a également lieu de veiller au bon accomplissement de cette formalité préalable.

En outre, il conviendra de compléter le préambule du projet par un alinéa visant son accomplissement et qui précisera, le cas échéant, que cet examen préalable permet de conclure qu'une évaluation d'incidence n'est pas requise.

### OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

#### PRÉAMBULE

1. Le projet examiné trouve son fondement légal dans l'article 8, alinéa 2, de la loi du 3 mai 2005 'modifiant la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité', modifié par les lois du 27 décembre 2006 et du 28 décembre 2011. Il convient donc de citer ces deux lois modificatives à l'alinéa 2 du préambule.

Il n'y a, par contre, pas lieu de viser l'article 22quinquies de la loi du 11 décembre 1998 au titre de fondement légal du projet.

L'alinéa 1<sup>er</sup> du préambule sera dès lors omis.

2. Dans le cadre de l'exécution de l'article 8, alinéa 2, de la loi du 3 mai 2005 précitée, les avis de l'Autorité nationale de sécurité et du Comité ministériel du renseignement et de la sécurité ne constituent pas des formalités préalables à caractère obligatoire. Les

alinéas du préambule qui leur sont consacrés seront donc introduits par le terme « Considérant », au lieu du terme « Vu ».

En outre, ces deux considérants seront déplacés pour figurer après l'alinéa consacré au visa du présent avis de la section de législation du Conseil d'État.

### DISPOSITIF

À l'article 3 du projet, les différents ministres chargés de son exécution doivent tous être identifiés avec précision par l'indication, pour chacun d'eux, de la matière concernée et relevant de leurs attributions.

-----

La chambre était composée de

|           |                |                                          |
|-----------|----------------|------------------------------------------|
| Messieurs | P. LIÉNARDY,   | président de chambre,                    |
|           | J. JAUMOTTE,   | conseillers d'État,                      |
|           | S. BODART,     |                                          |
| Madame    | A. WEYEMBERGH, | assesseurs de la section de législation, |
| Monsieur  | Y. DE CORDT,   |                                          |
| Madame    | C. GIGOT,      | greffier.                                |

Le rapport a été présenté par Monsieur Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

-----

ADVIES 51.475/4  
VAN 11 JUNI 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING  
VAN DE RAAD VAN STATE

-----

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 5 juni 2012 door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit “tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 juni 2005 tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 maart 2000 tot uitvoering van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen”, heeft het volgende advies gegeven:

Overeenkomstig artikel 84, § 1°, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In dit geval luidt de motivering, zoals ze is geherformuleerd in een brief van 7 juni 2012 en zoals ze voorkomt in de voorliggende tekst van het ontwerpbesluit als volgt:

“L’urgence (...) est motivée par le fait qu’il est d’une nécessité impérieuse de préserver l’intérêt essentiel de l’État que représente la protection de l’aviation civile contre les actes illicites qui peuvent porter atteinte à la sûreté de celle-ci ; qu’en effet, la vérification de sécurité préalable à la délivrance d’un badge d’identification d’aéroport est imposée par le droit européen comme une mesure de sûreté visant à protéger l’aviation civile contre les actes illicites mettant en péril celle-ci ; qu’aucun badge d’identification d’aéroport ne peut être délivré en l’absence d’une vérification de sécurité. Constatant par ailleurs l’incapacité de l’Autorité nationale de Sécurité de réaliser les vérifications de sécurité préalables à la délivrance des badges d’identification d’aéroport à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2012 ; [constatant] également le danger d’asphyxie économique des aéroports concernés par les badges d’identification d’aéroport qui ne pourraient plus délivrer ces badges en cas de défaillance des services publics de l’État, les instances désignées par le directeur général de la Direction générale Transport aérien du Service Public Fédéral Mobilité et Transports conformément à l’arrêté royal du 3 juin 2005 modifiant l’arrêté royal du 24 mars 2000 portant exécution de la loi du 11 décembre 1998, ont continué à rendre des avis de sécurité pour les demandes de badges d’identification d’aéroport après le 31 décembre 2011. Il convient de garantir la validité des décisions rendues par les instances désignées par le directeur général de la Direction générale Transport aérien entre le 1<sup>er</sup> janvier 2012 et le 31 mars 2012, décisions qui ont permis la continuité du service public dans le cadre de la délivrance des badges d’identification d’aéroport en assurant le plus haut degré de protection possible des biens et des personnes qui utilisent les transports aériens. La validité de ces décisions doit être assurée d’autant plus vite que certaines d’entre elles font l’objet d’un recours”.

\*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

### VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Naar het voorbeeld van het ontwerp van koninklijk besluit “tot oprichting van een nationale Commissie voor de beveiliging van de luchthavens belast met de veiligheidsverificatie bedoeld in artikel 22~~sexies~~ van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen” waarover op 23 april 2012 advies 51.161/4 is gegeven, moeten de gewestregeringen betrokken worden bij het uitwerken van het voorliggende ontwerp, overeenkomstig artikel 6, § 4, 3° en 4°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’.

2. Uit artikel 19/1, § 1, van de wet van 5 mei 1997 ‘betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkelingen’ blijkt dat in principe elk voorontwerp van wet, elk ontwerp van koninklijk besluit en elk voorstel van beslissing dat ter goedkeuring aan de Ministerraad moet worden voorgelegd aanleiding moet geven tot een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren; de enige gevallen waarin zo een voorafgaand onderzoek niet hoeft plaats te vinden, zijn die welke moeten worden bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, welk besluit bij de huidige stand van de teksten die in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt zijn, nog niet uitgevaardigd is.

Er moet ook voor gezorgd worden dat dat vormvereiste naar behoren wordt vervuld.

Bovendien moet de aanhef van het ontwerp worden aangevuld met een lid waarin wordt vermeld dat dit vormvereiste is vermeld en waarin in voorkomend geval wordt gepreciseerd dat uit het voorafgaand onderzoek kan worden besloten dat een effectbeoordeling niet vereist is.

### BIJZONDERE OPMERKINGEN

#### AANHEF

1. Het voorliggende ontwerp vindt zijn rechtsgrond in artikel 8, tweede lid, van de wet van 3 mei 2005 ‘tot wijziging van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen’, gewijzigd bij de wet van 27 december 2006 en bij de wet van 28 december 2011. Deze twee wijzigingswetten dienen dus te worden vermeld in het tweede lid van de aanhef.

Met betrekking tot de rechtsgrond van het ontwerp moet daarentegen niet worden verwezen naar artikel 22~~quinquies~~ van de wet van 11 december 1998.

Het eerste lid van de aanhef dient dan ook te worden weggelaten.

2. In het kader van de uitvoering van artikel 8, tweede lid, van de voornoemde wet van 3 mei 2005 zijn de adviezen van de Nationale veiligheidsoverheid en het Ministerieel comité voor inlichtingen en veiligheid geen verplichte voorafgaande vormvereisten. De leden van de aanhef waarin deze adviezen worden vermeld, moeten dus beginnen met het woord “Overwegende” in plaats van met de woorden “Gelet op”.

Die twee overwegingen moeten daarenboven worden verplaatst. Zij moeten volgen op het lid met de verwijzing naar dit advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State.

#### DISPOSITIEF

In artikel 3 van het ontwerp moeten de verschillende ministers die belast zijn met de uitvoering ervan allen zorgvuldig worden aangeduid door voor elk van hen de betrokken aangelegenheid te vermelden waarvoor ze bevoegd zijn.

-----

De kamer was samengesteld uit

|                    |                |                                          |
|--------------------|----------------|------------------------------------------|
| de Heren           | P. LIÉNARDY,   | kamervoorzitter,                         |
|                    | J. JAUMOTTE,   | staatsraden,                             |
|                    | S. BODART,     |                                          |
| Mevrouw<br>de Heer | A. WEYEMBERGH, | assessoren van de afdeling<br>Wetgeving, |
|                    | Y. DE CORDT,   |                                          |
| Mevrouw            | C. GIGOT,      | griffier.                                |

Het verslag werd uitgebracht door de Heer Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY